

MAISONS
DU MONDE

**RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL
2020**

AU 30 JUIN



Sommaire

1

Rapport d'activité semestriel	3
1.1 Résultats des activités du Groupe	4
1.2 Trésorerie et capitaux du Groupe	8
1.3 COVID-19	9
1.4 Événements postérieurs	10
1.5 Perspectives	11

2

États financiers consolidés intermédiaires condensés	13
2.1 Compte de résultat consolidé intermédiaire	14
2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire	15
2.3 État de la situation financière consolidée intermédiaire	16
2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	18
2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	19
2.6 Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire	26
2.7 Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire	32
2.8 Informations complémentaires	40

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	44
---	-----------

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel	45
---	-----------

Rapport Financier Semestriel 2020 au 30 juin

Maisons du Monde, créateur d'univers originaux dans le secteur de l'aménagement de la maison, propose une gamme unique d'articles de décoration et de meubles à des prix abordables, déclinée selon des thèmes très variés qui permettent à ses clients d'exprimer

leurs propres styles et goûts.



Rapport d'activité semestriel

1

1.1	Résultats des activités du Groupe	4	1.4	Événements postérieurs	10
1.2	Trésorerie et capitaux du Groupe	8	1.5	Perspectives	11
1.3	COVID-19	9			



1.1 Résultats des activités du Groupe

1.1.1 INDICATEURS CLÉS

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DU PREMIER SEMESTRE 2020

(en millions d'euros – IFRS 16)	Période de six mois close le 30 juin		
	2020	2019	% Variation
Ventes	488,9	564,0	-13,3 %
Maisons du Monde	467,9	543,8	-13,7 %
% Variation à périmètre comparable	-17,3 %	+4,4 %	
Modani	19,7	20,3	-2,8 %
Rhinov	1,3	-	
Marge brute	313,4	360,7	-13,1 %
En % des ventes	64,1 %	64,0 %	
EBITDA	68,8	97,1	-29,1 %
En % des ventes	14,1 %	17,2 %	
EBIT	(7,4)	30,2	
En % des ventes	-1,5 %	5,4 %	
Résultat net	(20,4)	5,4	
Flux de trésorerie disponible	42,7	(11,4)	
Endettement net et emprunt	762,7	829,5	-8,1 %
Endettement net ⁽¹⁾	105,8	204,2	-48,2 %
Ratio de levier financier ⁽²⁾	0,9x	1,4x	

(1) Endettement net moins les dettes de location selon le contrat de facilité de crédit senior du 18 avril 2016.

(2) Endettement net divisé par l'EBITDA des douze derniers mois tel que calculé en vertu de la norme IAS 17 selon le contrat de facilité de crédit senior du 18 avril 2016.

1.1.2 ANALYSE DES VENTES

RÉSUMÉ DES VENTES POUR LE PREMIER SEMESTRE 2020

(en millions d'euros – IFRS 16)	Période de six mois close le 30 juin		
	2020	2019	% Variation
VENTES	488,9	564,0	- 13,3 %
Évolution des ventes par zone géographique			
France	252,1	307,5	- 18,0 %
International	236,8	256,5	- 7,7 %
France (%)	51,6 %	54,5 %	
International (%)	48,4 %	45,5 %	
Évolution des ventes par canal de distribution			
Magasins	302,9	415,1	- 27,0 %
Ventes en ligne	185,9	148,9	+ 24,9 %
Réseau de magasins (%)	62,0 %	73,6 %	
Ventes en ligne (%)	38,0 %	26,4 %	
Évolution des ventes par catégorie de produit			
Décoration	237,0	285,8	- 17,1 %
Meubles	251,9	278,2	- 9,5 %
Décoration (%)	48,5 %	50,7 %	
Meubles (%)	51,5 %	49,3 %	

Maisons du Monde a réalisé des ventes de 488,9 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de 13,3 % par rapport au premier semestre 2019. La croissance des ventes à périmètre comparable s'est établie à (17,5) % pour la période, reflétant l'impact de la fermeture des magasins durant huit semaines suite aux mesures de confinement liées à la COVID-19. Ce résultat tient compte de la grève des dockers français au cours du premier trimestre et de l'apparition de la pandémie de COVID-19 en Chine, où nous achetons plus de 60 % de notre stock. La croissance s'est accélérée pour les ventes en ligne (+ 24,9 %) qui ont représenté 38 % du total des ventes. Les ventes à l'international ont reculé de 7,7 %, pour représenter 48 % des ventes du Groupe.

Au 30 juin 2020, le réseau mondial d'enseignes Maisons du Monde totalisait 366 magasins, soit une diminution nette de 10 magasins par rapport à la fin 2019. Cette évolution reflète la volonté du Groupe d'optimiser son empreinte. Au cours du premier semestre 2020, Maisons du Monde a ouvert 2 magasins en France (Strasbourg et Paris), tandis que Modani a ouvert 1 magasin dans l'État de New York. Durant la même période, 8 magasins ont été fermés en France, 1 en Belgique et en Allemagne, et 3 aux États-Unis (1 magasin Modani au Texas et 2 magasins Maisons du Monde en Floride).

A. Évolution des ventes par zone géographique

Au premier semestre 2020, les ventes réalisées en France se sont élevées à 252 millions d'euros, tandis que les ventes à l'international ont atteint 237 millions d'euros, représentant ainsi 48 % du total des ventes (45 % au cours du premier semestre 2019).

B. Évolution des ventes par canal de distribution

Du fait des mesures de confinement liées au COVID-19 imposées par nombre de gouvernements en Europe, la plupart des

magasins Maisons du Monde sur le continent ont fermé leurs portes dès le 19 mars. La fermeture de l'ensemble des magasins Modani basés aux États-Unis est intervenue le 3 avril.

Les magasins européens de Maisons du Monde ont rouvert progressivement entre le 11 mai et le 1^{er} juin. Les deux magasins de Maisons du Monde implantés en Floride ont été définitivement fermés le 31 mai.

Les magasins Modani ont redémarré leur activité de manière progressive à compter du 11 mai, et 15 enseignes (sur un total de 18) étaient ouvertes au 30 juin. La situation reste compliquée aux États-Unis, notamment au regard de l'évolution de la pandémie de COVID-19 dans divers états.

Au cours du premier semestre 2020, le total des ventes a baissé de 27 % à 303 millions d'euros, bénéficiant toutefois de la forte croissance (+ 18 %) des ventes en magasin post-confinement lié à la COVID-19 (du 17 mars au 30 juin).

Les ventes en ligne ont enregistré des résultats exceptionnels, affichant une croissance de + 25 % (+ 51 % au deuxième trimestre) pour atteindre 186 millions d'euros, représentant ainsi 38 % du total des ventes. Le trafic en ligne a progressé de plus de 30 % au cours du premier semestre 2020 (+ 65 % post-confinement). Certains pays ont affiché une croissance particulièrement élevée (Allemagne : + 55 % ; Belgique : + 76 % ; Suisse : + 87 %).

C. Évolution des ventes par catégorie de produit

Au cours du premier semestre 2020, les ventes de meubles ont couvert 51,5 % du total, gagnant 2,2 points au niveau du mix produits. Le pourcentage résiduel de ventes a été réalisé par les articles de décoration.

1.1.3 ANALYSE DE L'EBITDA

RÉPARTITION DE L'EBITDA PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros – IFRS 16)	Période de six mois close le 30 juin		
	2020	2019	% Variation
France	52,0	79,7	-34,7 %
International	53,1	54,3	-2,2 %
Segment Siège ⁽¹⁾	(36,3)	(36,9)	-1,7 %
EBITDA	68,8	97,1	-29,1 %

(1) Se reporter à la note 5 « Information sectorielle » de ce rapport financier semestriel pour plus d'informations.

Au premier semestre 2020, l'EBITDA s'est établi à 69 millions d'euros, en baisse de 29 % comparé au premier semestre 2019, donnant lieu à une marge d'EBITDA résiliente de 14,1 %. L'impact lié à la baisse du volume des ventes a été en partie compensé par la réduction des charges d'exploitation, pour l'essentiel

composées des frais de personnel. Les charges liées aux dotations aux amortissements, provisions et dépréciations ont augmenté par rapport au premier semestre 2019 car l'exercice précédent a été une année record en termes d'ouverture de magasins (41 ouvertures brutes à l'échelle du Groupe).

A. Évolution de l'EBITDA en France

En France, l'EBITDA s'établit à 52,0 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de 34,7 % par rapport au premier semestre 2019, reflétant notamment (i) l'effet volume de la baisse du chiffre d'affaires des magasins du Groupe en France du fait du COVID-19 suite à la fermeture des magasins sur la période, et (ii) et l'augmentation du coût des ventes de 5 millions d'euros.

B. Évolution de l'EBITDA à l'international

À l'international, l'EBITDA s'établit à 53,1 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de 2,2 % par rapport au premier semestre 2019, reflétant notamment (i) la baisse de l'impact de la perte de chiffre d'affaires liée aux fermetures de COVID-19, et (ii) l'optimisation des coûts de logistique et de transport internationaux.

1.1.4 ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ

<i>(en millions d'euros – IFRS 16)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2020	2019
Ventes	488,9	564,0
Ventes aux franchises et ventes promotionnelles	1,5	3,0
Autres produits des activités ordinaires	19,6	15,6
Chiffre d'affaires	509,9	582,6
Coût des ventes	(175,5)	(203,3)
Charges de personnel	(94,4)	(112,4)
Charges externes	(175,8)	(175,8)
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	(76,2)	(66,9)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	9,9	4,6
Autres produits d'exploitation	0,6	1,2
Autres charges d'exploitation	(2,4)	(3,9)
Résultat opérationnel courant	(3,7)	26,1
Autres produits et charges opérationnels	(2,2)	(3,1)
Résultat opérationnel	(5,8)	23,0
Résultat financier	(9,6)	(10,8)
Résultat avant impôt	(15,5)	12,2
Impôt sur le résultat	(4,9)	(6,8)
RÉSULTAT NET	(20,4)	5,4

A. Chiffre d'affaires

Au cours du premier semestre 2020, **les ventes** ont atteint un total de 489 millions d'euros, en baisse de seulement 13,3 % par rapport au premier semestre 2019 (-17,5 % à périmètre comparable). Ce résultat s'explique par une performance supérieure à celle attendue au cours du deuxième trimestre 2020 suite à la période de confinement liée à la COVID-19 (durant laquelle l'ensemble du réseau de magasins a été fermé pendant 8 semaines, de mi-mars à mi-mai) et, dans une moindre mesure, aux grèves survenues en France au cours du 1^{er} trimestre. Les ventes de Maisons du Monde ont reculé de 14 % à 468 millions d'euros (-17,3 % à périmètre comparable), tandis que les ventes de Modani (19,7 millions d'euros) sont restées relativement stables (-2,8 %). Rhinov a contribué à hauteur de 1,3 million d'euros.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a reculé de 72,7 millions d'euros, pour s'établir à 509,9 millions d'euros au cours du premier semestre 2020, soit un repli de 12,5 % par rapport au premier semestre 2019.

B. Marge brute

Le coût d'achat des marchandises vendues a baissé de 27,9 millions (-13,7 %), passant de 203,3 millions à 175,5 millions d'euros. La marge brute du premier semestre 2020 s'est élevée à 313 millions d'euros, en recul de 13 % du fait de la baisse du volume de ventes réalisé. En pourcentage des ventes, la marge brute est restée relativement stable à 64,1 %, malgré un mix produits défavorable (les articles de décoration, qui offrent une marge supérieure, sont pour la plupart vendus *via* le réseau de magasins). Ceci a été compensé par un effet de change favorable et la réduction des promotions.

C. Résultat opérationnel courant

Les charges de personnel ont diminué de 18,0 millions d'euros, soit 16,0 %, pour s'établir à 94,4 millions d'euros au premier semestre 2020 (contre 112,4 millions au premier semestre 2019). Les gouvernements européens ont en effet versé plus de 70 % du salaire net des employés *via* les mesures de chômage partiel durant la période de confinement liée à la COVID-19. Par conséquent, en pourcentage des ventes, les charges de personnel se sont élevées à 19,3 % au premier semestre 2020, contre 19,9 % au premier semestre 2019.

Les charges externes sont restées stables à 175,8 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 175,8 millions d'euros au premier semestre 2019. Les réductions observées au niveau des loyers, des dépenses liées aux fournisseurs tiers et des frais de déplacement ont été compensées par des coûts logistiques supplémentaires engendrés par la grève des dockers français au cours du premier trimestre 2020. En pourcentage des ventes, les charges externes ont atteint 36,0 % au premier semestre 2020, contre 31,2 % au premier semestre 2019. Cette évolution résulte du recul des ventes suite aux fermetures de magasins du 17 mars au 10 mai 2020, dans le contexte de pandémie de Covid-19.

Les dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations ont augmenté de 9,3 millions d'euros, soit 13,9 %, à 76,2 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 66,9 millions d'euros au premier semestre 2019, du fait principalement des dotations aux amortissements des immobilisations liées aux ouvertures de nouveaux magasins

en 2019. En pourcentage des ventes, les dotations aux amortissements, provisions et dépréciations ont atteint 15,6 % au premier semestre 2020, contre 11,9 % au premier semestre 2019.

La **variation de la juste valeur des instruments dérivés financiers**, qui couvrent ou qui permettent de couvrir l'ensemble des achats de marchandises et du transport maritime libellés en dollars US du Groupe, a été un produit de 9,9 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 4,6 millions d'euros au premier semestre 2019.

Les autres produits et charges d'exploitation ont représenté un produit net de 1,7 million d'euros au premier semestre 2020, contre un produit net de 2,7 millions d'euros au premier semestre 2020. Cette évolution reflète essentiellement (i) la baisse des frais de pré-ouverture et (ii) la diminution des litiges commerciaux.

Au premier semestre 2020, le **résultat opérationnel courant** du Groupe s'est ainsi établi à -3,7 millions d'euros, contre un bénéfice de 26,1 millions d'euros au premier semestre 2019.

D. Résultat opérationnel

Les autres produits et charges d'exploitation ont représenté une charge nette de 2,2 millions d'euros au premier semestre 2020, contre une charge nette de 3,1 millions d'euros au premier semestre 2019. Cette baisse résulte essentiellement des moindres provisions constituées pour les fermetures de magasins.

Au premier semestre 2020, le Groupe a enregistré une **perte opérationnelle** de 5,8 millions d'euros, contre un produit de 23,0 millions d'euros au premier semestre 2019.

E. Résultat financier

Le résultat financier a représenté une charge nette de 9,6 millions d'euros au premier semestre 2020 contre une charge nette de 10,8 millions d'euros au premier semestre 2019. Le coût de l'endettement net a progressé de 0,5 million d'euros, à 3,8 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 3,3 millions d'euros au premier semestre 2019, en raison du tirage de 150 millions d'euros sur les facilités de crédit renouvelables au mois de mars 2020.

F. Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a représenté une charge nette de 4,9 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 6,8 millions d'euros au premier semestre 2019, reflétant un crédit d'impôt de 4,7 millions d'euros. Cette charge nette inclut les taxes commerciales telles que la CVAE (France), l'IRAP (Italie) et la Gewerbesteuer (Allemagne), pour un total de 2,2 millions d'euros (contre 3,3 millions d'euros au premier semestre 2019), et une provision pour contrôle fiscal à hauteur de 4,8 millions d'euros (cf. la Note 29 de ce rapport financier semestriel pour plus d'informations).

G. Résultat net

Au premier semestre 2020, le Groupe a enregistré une **perte** de 20,4 millions d'euros, contre un bénéfice de 5,4 millions d'euros au premier semestre 2019.

1.2 Trésorerie et capitaux du Groupe

1.2.1 ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie consolidés du Groupe pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2019 et 2020.

<i>(en millions d'euros – IFRS 16)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2020	2019
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	119,3	71,5
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	(24,7)	(35,2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	248,7	(63,0)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	343,3	(26,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	94,5	56,6
Variation nette de la trésorerie	343,3	(26,6)
Gains/pertes de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(0,5)	0,0
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	437,3	29,9

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement et les flux de trésorerie avant activités de financement pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2019 et 30 juin 2020.

<i>(en millions d'euros – IFRS 16)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2020	2019
EBITDA	68,8	97,1
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	72,7	0,3
Impôts versés	(15,7)	(18,2)
Frais de pré-ouverture	(0,0)	(0,8)
Prorata - dépenses liées aux catalogues	(5,3)	(7,0)
Prorata - taxes (IFRIC 21)	(0,9)	(0,9)
Variation des autres éléments liés aux activités opérationnelles	(0,3)	(7,0)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	119,3	71,5
Dépenses d'investissement	(19,7)	(23,4)
Acquisition d'immobilisations financières	(0,0)	(4,2)
Variation des dettes sur immobilisations	(4,9)	(8,0)
Produits des cessions d'actifs non courants	0,0	0,4
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(24,7)	(35,2)
Produits de la souscription d'emprunts	301,2	-
Remboursement d'emprunts	(0,4)	(10,4)
Réduction des dettes de location	(45,4)	(48,3)
Acquisitions (nettes) d'actions propres	0,1	0,2
Intérêts payés	(0,3)	(0,8)
Intérêt sur les dettes de location	(6,5)	(3,7)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	248,7	(63,0)
Flux de trésorerie avant activités de financement	94,7	36,3

La **variation du besoin en fonds de roulement** a eu un impact positif sur la trésorerie de 72,7 millions d'euros au premier semestre 2020 (contre un impact positif de 0,3 million d'euros au premier semestre 2019), lié à (i) la diminution des stocks de 37,4 millions d'euros qui a diminué compte tenu de la décision du Groupe de réduire ses commandes de stocks suite à la fermeture de magasins liée au COVID-19, et (ii) l'augmentation des dettes

fournisseurs et autres dettes de 92,8 millions d'euros, en partie compensées par (iii) l'augmentation de 57,5 millions d'euros des créances clients et autres créances.

Les **activités opérationnelles** du Groupe ont généré une variation nette de trésorerie positive de 119,3 millions d'euros au premier semestre 2020 (contre une variation nette positive de 71,5 millions d'euros au premier semestre 2019), reflétant

principalement : (i) la baisse de l'EBITDA, (ii) une variation négative des dépenses liés aux catalogues, taxes et autres activités opérationnelles pour un montant de 6,6 millions d'euros, (iii) une variation positive de 72,7 millions d'euros des besoins en fonds de roulement opérationnel et (iv) un décaissement de 15,7 millions d'euros lié au paiement de l'impôt sur le résultat.

Au premier semestre 2020, les **opérations d'investissement du Groupe** ont généré une variation nette de trésorerie négative de 24,7 millions d'euros (contre une variation nette négative de 35,2 millions d'euros au premier semestre 2019), incluant principalement des dépenses d'investissement de 19,8 millions d'euros, dont environ 8 millions d'euros étaient liés à des investissements de développement engagés pour l'ouverture, l'extension et la rénovation de magasins.

Le **flux de trésorerie disponible** s'établit à 42,7 millions d'euros au premier semestre 2020 contre (11,4) millions d'euros au cours

de la même période en 2019. Cette variation reflète (i) une augmentation du flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles de 47,8 millions d'euros, (ii) une augmentation du flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement moins les immobilisations financières de 6,3 millions d'euros, (iii) et, les flux liés à la dette de location inchangés.

Les **opérations de financement** du Groupe ont généré une variation nette de trésorerie positive de 248,7 millions d'euros au premier semestre 2020 (contre une variation nette négative de 63,0 millions d'euros au premier semestre 2019), reflétant principalement : (i) le tirage effectué sur les deux facilités de crédit renouvelables du Groupe pour un montant de 150 millions d'euros et (ii) la mise en place d'un prêt à terme garanti par l'État français au mois de juin à hauteur de 150 millions d'euros.

1.2.2 RESSOURCES FINANCIÈRES

L'évolution de l'endettement net entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 s'analyse comme suit :

(en millions d'euros - IFRS 16)	Effet sur la trésorerie			Sans effet sur la trésorerie			Effet des variations de change	30 juin 2020
	31 décembre 2019	Augmentation	Diminution	Périmètre d'émission	Frais Intérêts			
Emprunt obligataire convertible	182,1	-	-	-	0,2	2,1	-	184,4
Ligne de crédit à long terme	49,8	-	(0,3)	-	0,1	0,3	-	49,8
Facilités de crédit renouvelables	0,4	150,0	(0,3)	-	0,2	0,9	-	150,3
Prêt à terme garanti par l'État français	-	149,6	-	-	-	0,1	-	149,7
Autres emprunts	0,9	1,6	(0,0)	-	-	-	(0,0)	2,4
Dettes de location	666,2	-	(45,4)	46,1	(5,1)	0,1	0,5	662,4
Dépôts et cautionnements	0,8	-	-	-	-	-	-	0,8
Découverts bancaires	0,0	0,1	-	-	-	-	-	0,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(94,5)	(342,9)	-	-	-	-	-	(437,4)
Endettement net	804,9	(41,6)	(46,1)	46,1	(4,7)	3,5	0,5	762,6

1.3 COVID-19

Durant la période de confinement liée au COVID-19 (du 17 mars au 10 mai en France), les ventes du premier semestre 2020 ont baissé de 54 %. Le Groupe estime que, sur l'ensemble du premier semestre, la baisse nette des ventes s'est élevée à environ 110 millions d'euros. Les ventes en magasin ont reculé d'environ 130 millions d'euros (40 millions d'euros et 90 millions d'euros respectivement au deuxième et troisième trimestre). Ce repli a été partiellement compensé par la hausse des ventes en ligne à hauteur de quelque 20 millions d'euros au deuxième trimestre.

Afin d'atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur ses résultats financiers, le groupe a mis en place un programme strict de préservation de la trésorerie et de réduction des coûts, comprenant :

- mise au chômage partiel de plus de 85 % des salariés de Maisons du Monde et, chez Modani, la mise au chômage temporaire d'environ 45 % des salariés ainsi que la réduction d'environ 20 % des effectifs ;
- gel des plans de recrutement et des augmentations salariales individuelles, ainsi qu'un moindre recours au travail intérimaire ;
- réduction de salaire des dirigeants: Directrice générale -25 %, Conseil d'administration -25 %, Comité exécutif -15 % (avril et mai) ;
- négociation de tous les paiements de loyers avec les bailleurs ;

- mise en place d'un programme substantiel de réduction des dépenses d'exploitation, notamment :
 - réduction des frais de prestataires,
 - suppression des dépenses discrétionnaires,
 - réduction au strict minimum des déplacements professionnels après la période de confinement,
 - rationalisation des coûts d'entretien des magasins,
 - et, réduction et réaffectation des coûts de marketing ;
- optimisation du fonds de roulement en diminuant les commandes de meubles et de décoration pour le reste de l'année et en renégociant les conditions de paiement avec les fournisseurs ;
- annulation ou report d'un nombre important de projets d'investissement (ouvertures et rénovations de magasins, investissements logistiques, projets informatiques, etc.) ;
- annulation du versement du dividende au titre de 2019.

En termes de coûts opérationnels et financiers sur une base annuelle, le Groupe estime avoir dépensé environ 2 millions d'euros dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de distanciation sociale dans ses magasins. Les charges supplémentaires liées aux mesures de financement conservatoires prises par le Groupe en réponse à la COVID-19 (tirage des lignes de crédit renouvelables d'un montant de 150 millions d'euros et prêt à terme garanti par l'État français à hauteur de 150 millions d'euros) sont estimées à environ 1,4 million d'euros sur l'exercice.

La pandémie a également impacté la chaîne d'approvisionnement du Groupe :

- les fournisseurs chinois étaient fermés pendant la majeure partie du premier trimestre, ce qui a retardé la reconstitution des stocks ;

- en réponse à l'état d'urgence en Europe et afin de préserver les liquidités dans un environnement incertain, le Groupe a gelé la plupart des commandes de fourniture de la mi-mars au début du mois de mai. Par la suite, les commandes ont repris de manière sélective. Toutefois, du fait de la forte augmentation de la demande des consommateurs au niveau des achats en ligne et d'une activité post-confinement meilleure que prévue, les stocks sont revenus à des niveaux insatisfaisants. Nous mettons actuellement tout en œuvre pour résoudre cette situation, mais cela risque d'avoir un impact sur la disponibilité des produits dans les mois à venir.

En matière de gestion de trésorerie ainsi que pour préserver et renforcer sa liquidité, le Groupe a :

- prélevé immédiatement après la mise en place du confinement l'intégralité de ses deux lignes de crédit revolving pour un montant de 150 millions d'euros ;
- négocié avec succès la suspension du covenant de sa facilité de crédit senior en vertu duquel le Groupe était tenu de maintenir un ratio d'endettement net (tel que calculé selon IAS 17, l'endettement net divisé par le niveau d'EBITDA des douze derniers mois devait être inférieur à 3,75 fois). Ce « covenant holiday » s'applique aux deux dernières dates de test de covenant, soit le 30 juin 2020 et le 31 décembre 2020. Le ratio de levier du Groupe au 30 juin 2020 était de 0,9x EBITDA DDM, inchangé par rapport à fin 2019 ;
- conclu avec succès un emprunt à terme garanti par l'État français d'un montant de 150 millions d'euros début juin.

Veillez référer à la Note 1 de ce rapport financier semestriel pour plus d'informations.

1.4 Événements postérieurs

Le Groupe a identifié l'événement significatif suivant postérieur au 30 juin 2020 :

- Les 17 et 21 juillet 2020, un accord a été signé avec l'administration fiscale italienne concernant un contrôle fiscal commencé en 2019 pour les exercices 2014 à 2016. Cet accord d'un montant de 4,8 millions d'euros pour les 3 exercices conclut toutes les actions de ces périodes et comprend le principal, les intérêts et les pénalités. Tous les impacts financiers ont été comptabilisés dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2020. Pour plus d'informations, se reporter à la Note 29 du présent rapport financier semestriel.

1.5 Perspectives

La quasi-totalité des magasins Maisons du Monde et la plupart des magasins Modani sont en activité depuis mi-juin et le Groupe a enregistré une nette augmentation des ventes depuis lors. À ce jour, l'activité globale du troisième trimestre est supérieure au niveau de l'année dernière, notamment grâce aux ventes privées et promotions du mois de juillet (par rapport à juin 2019). Le niveau d'activité particulièrement élevé depuis la mi-mai devrait entraîner des ruptures de stock dans les prochains mois. Nous nous concentrons aujourd'hui sur cette question et nous veillons à ajuster au mieux les commandes pour le reste de l'année.

S'agissant du développement du réseau, nous prévoyons actuellement entre 4 et 8 fermetures nettes de magasins sur l'année complète (10 fermetures nettes au premier semestre 2020).

Le Groupe mise sur la prudence et estime qu'il ne faut pas sous-estimer les défis que pose l'environnement incertain que nous traversons actuellement. Selon nous, il serait inapproprié de donner une orientation pour le reste de l'année. Même si nous prévoyons une amélioration de la performance au second semestre par rapport aux six premiers mois de 2020, elle devrait néanmoins être inférieure à celle du deuxième semestre 2019.

Les informations prospectives présentées ci-dessus se basent sur des données, des hypothèses et des estimations que le Groupe considère comme raisonnables à la date du présent rapport financier semestriel au vu de ses perspectives économiques. Ces objectifs résultent de, et dépendent du succès de la stratégie du Groupe. Ils peuvent faire l'objet de modifications ou d'ajustements, notamment suite à l'évolution et aux incertitudes du contexte économique, financier, concurrentiel, réglementaire ou fiscal ou à d'autres facteurs sur lesquels le Groupe n'exerce aucun contrôle, ou dont le Groupe n'avait pas connaissance, à la date du présent rapport financier semestriel.



États financiers consolidés intermédiaires condensés

(Période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020)

2

2.1	Compte de résultat consolidé intermédiaire	14	2.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	19
2.2	État du résultat global consolidé intermédiaire	15	2.6	Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire	26
2.3	État de la situation financière consolidée intermédiaire	16	2.7	Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire	32
2.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	18	2.8	Informations complémentaires	40



2.1 Compte de résultat consolidé intermédiaire

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019
Ventes	6	490 330	566 994
Autres produits des activités ordinaires	6	19 600	15 604
Chiffre d'affaires		509 930	582 598
Coût des ventes		(175 463)	(203 322)
Charges de personnel	7	(94 377)	(112 401)
Charges externes	8	(175 787)	(175 826)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		(76 159)	(66 877)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	19	9 927	4 608
Autres produits d'exploitation	9	634	1 187
Autres charges d'exploitation	9	(2 361)	(3 869)
Résultat opérationnel courant		(3 656)	26 100
Autres produits et charges opérationnels	10	(2 168)	(3 095)
Résultat opérationnel		(5 824)	23 004
Coût de l'endettement financier net	11	(3 797)	(3 265)
Charges financières sur dette de location	11	(6 649)	(6 149)
Produits financiers	11	2 341	820
Charges financières	11	(1 543)	(2 201)
Résultat financier		(9 647)	(10 795)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat avant impôt		(15 471)	12 210
Impôt sur le résultat	12	(4 897)	(6 813)
RÉSULTAT NET		(20 368)	5 397
Attribuable aux :			
• actionnaires de la société mère		(18 601)	6 222
• participations ne donnant pas le contrôle		(1 767)	(825)
Résultat net par action part du Groupe :			
Résultat net de base par action	13	(0,41)	0,14
Résultat net dilué par action	13	(0,35)	0,15

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire

(en milliers d'euros)

	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019
RÉSULTAT NET		(20 368)	5 397
• Réévaluation des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	22	-	(1 300)
• Impôt lié à des éléments qui ne seront pas recyclés		(11)	363
Éléments non recyclables en résultat		(11)	(937)
• Couverture de flux de trésorerie	19	(7 386)	11 477
• Écarts de conversion		71	289
• Impôt lié à des éléments qui seront recyclés		2 643	(3 675)
Éléments recyclables en résultat		(4 672)	8 091
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NET D'IMPÔT		(4 683)	7 154
RÉSULTAT GLOBAL		(25 051)	12 551
Attribuable aux :			
• actionnaires de la société mère		(23 338)	13 305
• participations ne donnant pas le contrôle		(1 713)	(754)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.3 État de la situation financière consolidée intermédiaire

ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019
Goodwill	15	375 357	375 202
Autres immobilisations incorporelles		250 022	247 068
Immobilisations corporelles		159 346	165 662
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	16	668 229	680 090
Autres actifs financiers non courants	17	15 794	15 693
Impôts différés actifs	18	5 033	4 581
Instruments financiers dérivés	19	3 347	-
Actifs non courants		1 477 128	1 488 297
Stocks		173 590	210 837
Créances clients et autres créances		121 022	63 430
Actifs d'impôt exigible		15 026	4 450
Instruments financiers dérivés	19	15 911	16 858
Trésorerie et équivalents de trésorerie		437 415	94 489
Actifs courants		762 964	390 063
TOTAL ACTIF		2 240 092	1 878 360

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019
Capital social	20	146 584	146 584
Primes d'émission	20	134 283	134 283
Réserves consolidées	20	347 377	292 788
Résultat de la période		(18 601)	59 477
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		609 643	633 132
Participations ne donnant pas le contrôle		(2 392)	(679)
TOTAL CAPITAUX PROPRES		607 251	632 453
Emprunts	21	151 387	50 891
Emprunt obligataire convertible	21	184 387	182 075
Dettes de location à long et moyen terme	16	544 311	554 547
Impôts différés passifs	18	52 989	60 319
Avantages postérieurs à l'emploi	22	11 579	10 939
Provisions	23	14 034	13 702
Instruments financiers dérivés	19	-	141
Autres passifs non courants	24	23 516	23 149
Passifs non courants		982 203	895 764
Emprunts et emprunt obligataire convertible	21	201 814	216
Dettes de location à court terme	16	118 077	111 653
Dettes fournisseurs et autres dettes		319 293	232 772
Provisions	23	3 646	3 856
Passifs d'impôt exigible		7 808	1 646
Passifs courants		650 639	350 143
TOTAL PASSIF		1 632 843	1 245 906
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		2 240 092	1 878 360

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat de la période avant impôt		(15 471)	12 210
Ajustements relatifs aux :			
• Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		74 341	69 451
• Plus ou moins-values de cessions	9 & 10	3 312	1 571
• Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	19	(9 927)	(4 608)
• Paiements fondés sur des actions		(354)	1 330
• Coût de l'endettement financier net	11	3 797	3 265
• Coûts de la dette de location		6 649	6 149
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité :			
• (Augmentation)/Diminution des stocks		37 388	25 521
• (Augmentation)/Diminution des créances clients et autres créances		(57 473)	(30 818)
• Augmentation/(Diminution) des dettes fournisseurs et autres dettes		92 772	5 639
Impôts versés		(15 741)	(18 166)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		119 294	71 543
Acquisitions d'actifs non courants :			
• Immobilisations corporelles		(12 844)	(18 571)
• Immobilisations incorporelles		(6 880)	(4 127)
• Immobilisations financières		(35)	(4 225)
• Autres actifs non courants		(60)	(717)
Variation des dettes sur immobilisations		(4 947)	(7 971)
Produits des cessions d'actifs non courants	9 & 10	70	447
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(24 696)	(35 164)
Produits de la souscription d'emprunts	21	301 217	-
Remboursement d'emprunts	21	(353)	(10 420)
Diminution des dettes de location	16	(45 427)	(48 284)
Acquisitions (nettes) d'actions propres	20	121	197
Intérêts payés	21	(330)	(753)
Intérêts liés à la dette de location	16	(6 526)	(3 749)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		248 702	(63 009)
Gains/pertes de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(470)	19
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		343 300	(26 630)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		94 478	56 550
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE		437 307	29 939
Trésorerie et équivalents de trésorerie (hors découverts bancaires)		437 415	30 730
Découverts bancaires		(108)	(791)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		437 307	29 939

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires

(en milliers d'euros)	Notes	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées	Écarts de conversion			
Solde au 1^{er} janvier 2019		146 584	134 283	308 641	354	589 862	752	590 613
<i>Options de vente détenues par les minoritaires ⁽¹⁾</i>		-	-	(4 563)	-	(4 563)	-	(4 563)
Dividendes distribués en numéraire		-	-	(21 264)	-	(21 264)	-	(21 264)
Paiements fondés sur des actions	20	-	-	1 330	-	1 330	-	1 330
Actions propres	20	-	-	149	-	149	-	149
Résultat net de la période		-	-	6 222	-	6 222	(825)	5 397
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	6 865	218	7 083	71	7 154
SOLDE AU 30 JUIN 2019		146 584	134 283	297 380	572	578 819	(3)	578 816
Solde au 1^{er} janvier 2020		146 584	134 283	351 188	1 077	633 131	(679)	632 453
Paiements fondés sur des actions	20	-	-	(354)	-	(354)	-	(354)
Actions propres	20	-	-	158	-	158	-	158
Résultat net de la période		-	-	(18 601)	-	(18 601)	(1 767)	(20 368)
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	(4 754)	17	(4 737)	54	(4 683)
Autres variations		-	-	45	-	45	-	45
SOLDE AU 30 JUIN 2020		146 584	134 283	327 682	1 094	609 642	(2 392)	607 251

(1) Revalorisation de la dette de put sur minoritaires au 30 juin 2019.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

Maisons du Monde S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration, régie par le droit français. Son siège est situé à Le Portereau – 44120, Vertou. Les actions Maisons du Monde sont cotées sur Euronext Paris.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires condensés, préparés en application du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne, concernent Maisons du Monde S.A. et ses filiales et participations dans des entreprises associées (ci-après désignés collectivement « le Groupe », et individuellement « filiale » ou « participations dans des entreprises associées »).

Le Groupe est un distributeur omnicanal en forte croissance proposant à une large clientèle essentiellement en Europe des produits d'ameublement et de décoration élégants et à prix accessibles, à travers son réseau de magasins et sa plateforme

e-commerce. Sa gamme de produits intègre une grande variété de styles et de catégories de produits d'ameublement, tant en termes de petite décoration, avec des produits tels que le linge de maison, les arts de la table et les articles de cuisine, les miroirs et les encadrements, qu'en termes de grosse décoration et d'ameublement, avec des produits tels que des grands miroirs, des lampes, des tables, des chaises, des fauteuils et canapés, des armoires, des placards, des bibliothèques et du mobilier d'extérieur.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 27 juillet 2020, qui a autorisé leur publication. Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Sommaire

Note 1	Événements significatifs de la période	22	Note 16	Droit d'utilisation et dettes de location	33
Note 2	Principes comptables et règles de consolidation	24	Note 17	Autres actifs financiers non courants	34
Note 3	Estimations et jugements critiques	25	Note 18	Actifs et passifs d'impôts différés	34
Note 4	Saisonnalité	25	Note 19	Instruments financiers dérivés	34
Note 5	Information sectorielle	26	Note 20	Capitaux propres	35
Note 6	Chiffre d'affaires	28	Note 21	Endettement net et emprunt	36
Note 7	Charges de personnel	28	Note 22	Avantages postérieurs à l'emploi	38
Note 8	Charges externes	29	Note 23	Provisions	38
Note 9	Autres produits et charges d'exploitation	29	Note 24	Autres passifs non courants	39
Note 10	Autres produits et charges opérationnels	30	Note 25	Instruments financiers	39
Note 11	Résultat financier	30	Note 26	Engagements hors bilan et passifs éventuels	40
Note 12	Impôt sur le résultat	30	Note 27	Transactions avec les parties liées	40
Note 13	Résultat net par action	31	Note 28	Périmètre de consolidation	41
Note 14	Dividende par action	31	Note 29	Événements postérieurs	43
Note 15	Goodwill	32			

Note 1 Événements significatifs de la période

L'activité de Maisons du Monde a été fortement impactée par la propagation de la pandémie de coronavirus sur les marchés où le Groupe est implanté.

1.1 Réseau de magasins

Maisons du Monde a été amené à fermer progressivement tout son réseau de magasins lorsque la pandémie de COVID-19 s'est propagée et que des mesures de confinement ont été appliquées dans une grande partie de l'Europe et dans plusieurs États américains : ainsi, tous les magasins italiens ont été fermés dès le 13 mars, tous les magasins français et espagnols à partir du 15 mars, tous les magasins du reste de l'Europe à partir du 17 mars et les deux magasins américains à partir du 19 mars. Les magasins Modani ont fermé progressivement à partir du 14 mars et étaient tous fermés à compter du 3 avril.

Les magasins européens de Maisons du Monde ont progressivement rouvert du 11 mai au 1^{er} juin.

Les deux magasins de Maisons du Monde en Floride ont été définitivement fermés le 31 mai.

Les magasins Modani ont progressivement rouvert à partir du 11 mai et 15 magasins (sur 18) étaient ouverts au 30 juin. La situation aux États-Unis reste compliquée, notamment en ce qui concerne l'évolution de la pandémie de COVID-19 dans différents États.

Au 30 juin 2020, le réseau mondial de Maisons du Monde comptait 366 magasins, soit une diminution nette de 10 magasins par rapport à la fin de 2019, le Groupe optimisant ses implantations. Au cours du premier semestre 2020, Maisons du Monde a ouvert 2 magasins en France (Strasbourg et Paris), tandis que Modani a ouvert 1 magasin dans l'État de New York. Durant la même période, 8 magasins ont été fermés en France, 1 en Belgique, 1 en Allemagne et 3 aux États-Unis (1 magasin Modani au Texas et les 2 magasins Maisons du Monde en Floride).

1.2 Ventes

Les ventes de Maisons du Monde au premier semestre 2020 se sont élevées à 489 millions d'euros, en baisse de 13,3 % par rapport à l'année précédente (-17,5 % à périmètre comparable), en raison d'une performance meilleure que prévue au T2 à la suite de la période de confinement liée au COVID-19. Les ventes de Maisons du Monde ont baissé de seulement 14 % à 468 millions d'euros (-17,3 % à périmètre comparable) alors que les ventes de Modani, sont restées globalement stables (-2,8 %) à 19,7 millions d'euros. Rhinov a contribué à hauteur de 1,3 million d'euros.

Les ventes en ligne ont connu une performance exceptionnelle, enregistrant une croissance de 25 % (+51 % au deuxième trimestre) pour atteindre 186 millions d'euros, représentant 38 % des ventes totales. Les ventes totales des magasins au cours du premier semestre ont diminué de 27 % à 303 millions d'euros, soutenues par une forte croissance (+18 %) des ventes des magasins à la suite de la levée du confinement lié au COVID-19. Les ventes en France se sont élevées à 252 millions d'euros alors que les ventes internationales ont atteint 237 millions d'euros et représentaient 48 % des ventes totales, contre 45 % au 1^{er} semestre 2019.

1.3 Activité en ligne

Le trafic en ligne a augmenté de plus de 30 % au cours du premier semestre 2020 (+65 % post-confinement). La croissance a été particulièrement forte dans certains pays (Allemagne : +55 % ; Belgique : +76 % ; Suisse : +87 %). La valeur moyenne des commandes s'est améliorée au cours de la période. Ainsi, au premier semestre 2020, les commandes en ligne ont été en hausse de 36 % par rapport à l'année précédente (+57 % au deuxième trimestre) et alors que le carnet de commandes au 30 juin 2020 est plus élevé que l'année dernière, il se normalise progressivement. Il convient de noter que ce niveau d'activité élevé a conduit à la saturation progressive du réseau de livraison de colis en France et dans d'autres pays de l'UE. Les ventes de Rhinov ont augmenté de 23 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 1,3 million d'euros, grâce à des dépenses publicitaires plus importantes et à une augmentation de la taille du panier moyen.

1.4 Autres impacts du COVID-19

Pendant le confinement lié au COVID-19 (période de fermeture des magasins), les ventes ont diminué de 54 %. Le Groupe estime que la baisse nette des ventes due au COVID-19 était d'environ 110 millions d'euros au cours du premier semestre 2020 : les ventes en magasin ont diminué d'environ 130 millions d'euros (40 millions d'euros au 1^{er} trimestre et 90 millions d'euros au 2^e trimestre), une baisse partiellement compensée par une augmentation des ventes en ligne d'environ 20 millions d'euros au deuxième trimestre.

En termes de coûts opérationnels et financiers sur une base annuelle, le Groupe estime qu'il aura dépensé environ 2 millions d'euros liés à la mise en œuvre des mesures de distanciation sociale dans ses magasins. Les charges supplémentaires liées aux mesures financières préventives prises par le Groupe en réponse à la pandémie de COVID-19 (tirage des lignes de crédit renouvelables d'un montant de 150 millions d'euros et prêt garanti par l'État français de 150 millions d'euros) sont estimées à environ 1,4 million d'euros sur l'exercice.

La pandémie a également eu différents impacts sur la chaîne d'approvisionnement du Groupe :

- les fournisseurs chinois ont presque tous été fermés pendant la majorité du premier trimestre, ce qui a retardé la reconstitution des stocks ;
- en réponse au confinement en Europe et afin de préserver les liquidités dans un environnement incertain, le Groupe a gelé la majorité des commandes de réapprovisionnement de la mi-mars à début mai. Les commandes ont été relancées de manière sélective par la suite. Cependant, en raison de la forte augmentation de la demande en ligne, et d'une activité plus importante que prévu après la levée du confinement, les stocks sont tombés à des niveaux sous-optimaux. Ce dernier point est en cours de résolution, mais il aura probablement un impact sur la disponibilité des produits au cours des prochains mois.

1.5 Réduction des coûts et préservation de la trésorerie

Pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur son activité, le Groupe a mis en place un plan d'envergure de réduction des coûts et de préservation de sa trésorerie. Ces mesures ont consisté à :

- placer plus de 85 % du personnel européen de Maisons du Monde en chômage partiel et bénéficier du soutien des gouvernements pendant la période de confinement ;
- négocier les loyers commerciaux pour 2020 avec les bailleurs (décalage des paiements du 2^e trimestre sur le 3^e et 4^e trimestre pour 13,7 millions d'euros TTC et franchises de loyers obtenues et comptabilisés à hauteur de 5,2 millions d'euros hors taxes sur le semestre) ;
- mettre en œuvre un programme substantiel de réduction des dépenses opérationnelles, comprenant des réductions des frais de prestataires, des réductions des dépenses marketing et discrétionnaires et une diminution des coûts de maintenance ;
- annuler ou reporter un nombre important de projets d'investissement (principalement ouvertures de magasins et projets informatiques).

Le Groupe a terminé le premier semestre 2020 avec une situation de liquidité de plus de 437 millions d'euros, grâce notamment au tirage de deux lignes de crédit renouvelables pour 150 millions d'euros. Cette liquidité a été renforcée par l'obtention d'un prêt à terme de 150 millions d'euros conclu dans le cadre du PGE avec un syndicat de six groupes bancaires : Groupe Crédit Agricole, Groupe BPCE, Groupe Société Générale (agent et coordinateur), Groupe CM-CIC, HSBC et BNP Paribas. Ce prêt d'une maturité d'un an est agrémenté d'une option d'extension pouvant aller jusqu'à cinq ans additionnels (juin 2026).

Maisons du Monde a par ailleurs négocié avec succès la suspension de son *covenant* financier pour les deux périodes de test restantes (juin 2020 et décembre 2020) de sa facilité de crédit senior de 200 millions d'euros, qui arrive à échéance au deuxième trimestre 2021.

Dans ce contexte de préservation de la trésorerie, le Conseil d'administration avait décidé le 15 avril 2020 de ne plus proposer de versement de dividende lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 12 juin 2020.

1.6 Flux de trésorerie

Les activités opérationnelles ont généré une entrée nette de trésorerie de 119 millions d'euros au 30 juin 2020, soit une augmentation de 67 % par rapport à la fin juin 2019. La raison principale de cette évolution est une diminution significative du besoin en fonds de roulement (73 millions d'euros). Il s'agit principalement de l'effet combiné d'une réduction temporaire du niveau des stocks, de la renégociation des conditions de paiement avec les fournisseurs et de plusieurs éléments exceptionnels (principalement des paiements de loyer différés et des liquidités provenant de commandes clients non livrées).

Les investissements au cours du premier semestre 2020 se sont élevés à 20 millions d'euros, contre 23 millions d'euros à la fin du premier semestre 2019, les initiatives favorisant la croissance future ayant été maintenues.

Ce montant comprenait :

- 4 millions d'euros liés à des ouvertures de magasins ;
- 4 millions liés à des extensions et rénovations ;
- 6 millions d'euros de dépenses informatiques ; et
- 4 millions d'euros d'investissements logistiques.

Ainsi, le flux de trésorerie disponible était de 43 millions d'euros à la fin juin 2020, à comparer à (12) millions d'euros à la fin de 2019. Sans les renégociations *ad hoc* des conditions de paiement avec les fournisseurs et les éléments exceptionnels mentionnés ci-dessus, le flux de trésorerie disponible aurait été légèrement négatif au premier semestre.

1.7 EBITDA

L'EBITDA s'est élevé à 69 millions d'euros, en baisse de 29 % par rapport à l'année précédente, soit une marge d'EBITDA de 14,1 %. L'impact de la baisse du volume des ventes a été partiellement compensé par la réduction des dépenses opérationnelles, principalement les frais de personnel.

Note 2 Principes comptables et règles de consolidation

2.1 Bases de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020 ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Les notes annexes concernent les faits et transactions significatifs de la période, et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe de l'exercice 2019.

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020 sont en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne <http://www.efrag.org/Endorsement>.

Les règles et méthodes comptables appliquées au 30 juin 2020 sont identiques à celles utilisées pour la préparation des notes annexes aux états financiers consolidés établis au 31 décembre 2019.

Les données financières sont présentées en milliers d'euros. Les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf mention contraire. De façon générale, les valeurs présentées dans les états financiers consolidés sont arrondies à l'unité la plus proche. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté.

2.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur

a) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020

Adoptés par l'Union Européenne :

- amendements IFRS 3 – Regroupement d'entreprises : cet amendement porte sur la définition d'un *business* ;
- amendements aux normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir ».

Ces amendements visent à fournir des informations financières utiles pendant la période d'incertitude liée à la réforme des taux d'intérêt de référence (taux IBOR). Ils modifient certaines dispositions en matière de comptabilité de couverture. Dans cette perspective, le Groupe porte une attention accrue en ce qui concerne les modalités définies dans le cadre des nouveaux financements. Les taux IBOR continuent à être utilisés comme des taux de référence dans les marchés financiers et sont utilisés pour la valorisation d'instruments financiers dont les dates de maturité excèdent la date de fin attendue de ces taux.

- amendements au Cadre Conceptuel dans les normes IFRS ;
- amendements aux normes IAS 1 « Présentation des états financiers » et IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs ».

Ces amendements qui définissent le terme matérialité donnent une indication sur l'information à inclure dans les états financiers, en fonction de son importance.

L'application de ces nouveaux textes n'a pas d'impact pour le Groupe.

b) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur applicables dans le futur, non adoptés par anticipation par le Groupe

Adoptés par l'Union Européenne : Néant

Non encore adoptés par l'Union Européenne :

- amendements IAS 1 – Présentation des états Financiers – Classification des dettes courantes et non courantes.

c) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur applicables dans le futur, adoptés par anticipation par le Groupe

Adoptés par l'Union Européenne : Néant

Non encore adoptés par l'Union Européenne :

- amendement à IFRS 16 – Concessions de loyer Covid 19 (publié le 28 mai 2020) :

Cet amendement constitue une mesure d'assouplissement, qui permet :

- d'accorder au locataire une exemption facultative pour évaluer si une concession de loyer liée à l'épidémie de Covid-19 est une modification apportée au contrat de location,
- d'exiger que les locataires qui appliquent l'exemption tiennent compte des concessions de loyer liées à Covid-19 comme si ces concessions n'étaient pas des modifications apportées au contrat de location et puissent constater les impacts directement en résultat.

Note 3 Estimations et jugements critiques

L'établissement des états financiers consolidés, conformément aux règles édictées par les normes IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs, passifs, produits, charges, ainsi que sur les informations données en annexe.

Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque date de clôture. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels de ces estimations peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers consolidés portent notamment sur les hypothèses retenues pour :

- la valorisation d'actifs incorporels (*goodwill* et marques) : note 15 ;
- les impôts différés : note 18 ;
- les instruments financiers dérivés et leur classification : note 19 ;
- les provisions pour litiges : note 23 ;
- la durée retenue pour les contrats de location et le taux marginal d'endettement du Groupe : note 16 ;
- les positions fiscales incertaines conformément à IFRIC 23.

Le *goodwill* n'est pas amorti mais est testé pour dépréciation annuellement ou plus fréquemment lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait être déprécié (cf. note 15).

Dans le cadre de l'élaboration des états financiers intermédiaires condensés, le Groupe a recours à certaines méthodes d'évaluation spécifiques conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire :

- la charge d'impôt est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours ;
- le coût des engagements de retraite est calculé sur la base des évaluations actuarielles prévisionnelles réalisées à la clôture de l'exercice précédent. Ces évaluations sont ajustées pour tenir compte des éventuels amendements, réduction ou liquidation de régime. Par ailleurs, en cas de fluctuation de marché significative ayant un impact sur les hypothèses actuarielles (taux d'actualisation et taux d'inflation), une nouvelle évaluation des engagements de retraite est réalisée par extrapolation de l'évaluation actuarielle annuelle.

Note 4 Saisonnalité

Le marché de la décoration et de l'ameublement sur lequel le Groupe est présent est soumis à des variations saisonnières. Les résultats affichés par le Groupe sur un trimestre donné ne sont donc pas nécessairement indicatifs de ceux qu'il peut obtenir sur l'année pleine.

Les résultats trimestriels du Groupe ont fluctué par le passé et pourraient encore connaître des fluctuations importantes à l'avenir, en fonction de divers facteurs, notamment, de manière non limitative, l'offre de produits du Groupe, les ouvertures et les fermetures de magasins, le niveau des rénovations des logements ou des déménagements, le changement des dates de vacances,

la date de publication des catalogues, les délais de livraison des commandes, les conditions concurrentielles et la conjoncture économique générale.

De fait, historiquement, le Groupe enregistre un résultat opérationnel et un EBITDA plus élevé au quatrième trimestre de son exercice, ce qui correspond aux ventes de fin d'année, et il prévoit que cette tendance se poursuivra. Toutefois, les coûts fixes du Groupe, notamment les charges de personnel, loyers, frais généraux et frais de structure, sont répartis plus uniformément tout au long de l'année.

2.6 Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire

Note 5 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Conseil d'administration, qui est le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

En conséquence, un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe qui se livre à des activités à partir desquelles le Groupe est susceptible d'acquérir des produits, des activités ordinaires et d'encourir des charges. Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel et le résultat opérationnel de chaque secteur est régulièrement examiné par le Conseil d'administration en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'en évaluer la performance.

Les Ventes, l'EBITDA, le *goodwill*, les autres immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles sont présentés par zone géographique. Les segments géographiques retenus sont les suivants :

- France ;
- international.

Par ailleurs, le segment siège comprend les activités de *holding*, y compris les actifs ne pouvant être affectés à aucun segment. Ce segment, qui n'intègre aucun chiffre d'affaires, comprend principalement les frais généraux liés aux services financier, juridique, ressources humaines et informatique ainsi que les charges liées à la conception et au design, aux achats, à la gestion de la relation client (CRM) et au merchandising.

Le Groupe définit son EBITDA annuel comme le résultat opérationnel courant avant les autres produits et charges opérationnels, déduction faite des éléments suivants :

- i) les dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations ;
- ii) la variation de la juste valeur des instruments dérivés, qui sont tous deux sans incidence sur la trésorerie ; et
- iii) les frais de pré-ouverture, encourus avant l'ouverture des nouveaux magasins ;

L'EBITDA semestriel répond à la même définition que l'EBITDA annuel mais en incluant (i) les dépenses liées au catalogue annuel au prorata du montant encouru au premier semestre en 2019 et en 2020 et (ii) l'impact prorata temporis au semestre de la comptabilisation intégrale de certaines taxes dans les états financiers consolidés semestriels 2019 et 2020.

L'EBITDA par zone géographique inclut :

- l'allocation de certaines charges de marketing liées au réseau de magasins et des charges liées à l'exploitation et au marketing de la plateforme e-commerce. L'allocation de ces charges par zone géographique est effectuée sur la base des Ventes (magasins et en ligne) réalisées dans chaque segment ;
- l'allocation de l'EBITDA des entités en charge de la logistique par zone géographique est effectuée sur la base des coûts des ventes respectifs.

Les Ventes et l'EBITDA liés à l'activité B to B (enseigne Maisons du Monde) ont été alloués en totalité au segment – France.

Ces informations sectorielles sont cohérentes avec les Groupes d'UGT identifiés pour les tests de dépréciation (cf. note 15).

5.1 Compte de résultat par secteur opérationnel

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Ventes	488 859	564 022
<i>France</i>	252 082	307 504
<i>International</i>	236 777	256 518
Coût des ventes	(175 463)	(203 322)
Marge brute	313 396	360 700
Marge brute (%)	64,1 %	64,0 %
EBITDA	68 815	97 058
<i>France</i>	52 001	79 673
<i>International</i>	53 066	54 256
<i>Siège</i>	(36 252)	(36 871)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	(76 159)	(66 877)
EBIT	(7 343)	30 182
Juste valeur des instruments financiers dérivés	9 927	4 608
Frais de pré-ouverture	(14)	(788)
Prorata – dépenses liées aux catalogues	(5 323)	(7 030)
Prorata – taxes (IFRIC 21)	(903)	(871)
Résultat opérationnel courant	(3 656)	26 100
Autres produits et charges opérationnels	(2 168)	(3 095)
Résultat opérationnel	(5 824)	23 004
Résultat financier	(9 647)	(10 795)
Résultat avant impôt	(15 471)	12 210
Impôt sur le résultat	(4 897)	(6 813)
RÉSULTAT NET	(20 368)	5 397

5.2 Actifs et passifs sectoriels

Le Groupe présente ici uniquement les actifs sectoriels dont les montants sont régulièrement analysés par le Comité exécutif, sous la supervision du Conseil d'administration.

(en milliers d'euros)	30 juin 2020			
	France	International	Siège	Total
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	342 325	223 394	219 006	784 725
Droit d'utilisation	380 242	278 426	9 561	668 229
Actifs non sectoriels				787 138
TOTAL ACTIF				2 240 092

(1) Goodwill, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

(en milliers d'euros)	30 juin 2019			
	France	International	Siège	Total
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	323 663	207 361	233 050	764 074
Droit d'utilisation	388 427	261 917	7 588	657 932
Actifs non sectoriels				406 652
TOTAL ACTIF				1 828 659

(1) Goodwill, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

Note 6 Chiffre d'affaires ⁽¹⁾

6.1 Détail du chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Ventes	488 859	564 022
Ventes aux franchises et ventes promotionnelles	1 471	2 972
Ventes de marchandises et de prestations de décoration	490 330	566 994
Participation aux frais de livraison	15 021	12 642
Prestations logistiques	198	608
Autres services	4 381	2 308
Produits divers	-	47
Autres produits des activités ordinaires	19 600	15 604
CHIFFRE D'AFFAIRES	509 930	582 598

6.2 Ventes par canal

(en milliers d'euros)	30 juin 2020			30 juin 2019		
	Maisons du Monde ⁽¹⁾	Modani	Total	Maisons du Monde	Modani	Total
Magasins	285 530	17 396	302 926	396 970	18 142	415 112
Web	183 634	2 299	185 933	146 796	2 114	148 910
VENTES	469 164	19 695	488 859	543 766	20 256	564 022

(1) Y compris les ventes Savane Vison (Rhinov)

6.3 Ventes par catégories

(en milliers d'euros)	30 juin 2020			30 juin 2019		
	Maisons du Monde ⁽¹⁾	Modani	Total	Maisons du Monde	Modani	Total
Décoration	236 810	198	237 008	285 572	203	285 775
Meubles	232 355	19 496	251 851	258 193	20 054	278 247
VENTES	469 165	19 694	488 859	543 766	20 256	564 022

(1) Y compris les ventes Savane Vison (Rhinov)

Note 7 Charges de personnel

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Traitements et salaires ⁽¹⁾	(69 093)	(80 715)
Charges sociales ⁽¹⁾	(20 266)	(24 106)
Paiements fondés sur des actions (charges sociales comprises) ⁽²⁾	103	(1 812)
Participation et intéressement des salariés (charges sociales comprises)	(4 115)	(4 954)
Avantages postérieurs à l'emploi – Régime à prestations définies	(1 006)	(813)
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	(94 377)	(112 401)

(1) Le Groupe a bénéficié des mesures de chômage partiel mises en place par les différents gouvernements. Les salaires nets versés par le Groupe dans le cadre de la subrogation, ont été de 8,9 millions d'euros pour la période mars à juin, correspondant à une prise en charge équivalente à 18,2 millions d'euros des rémunérations brutes, charges patronales comprises. Pour la totalité du périmètre consolidé, incluant les pays non subrogés, le Groupe estime à 25 millions d'euros l'ensemble des impacts de prise en charge du chômage partiel.

(2) Cf. note 20.3.

(1) L'évolution du Chiffre d'affaires a été commentée dans la note 1.

Note 8 Charges externes

Les charges externes s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Énergie et autres fournitures non stockées	(11 254)	(11 076)
Loyers et charges afférentes	(20 182)	(13 005)
Locations	(4 411)	(3 885)
Entretien et réparations	(8 827)	(9 786)
Assurance	(991)	(901)
Personnel extérieur	(9 028)	(10 832)
Publicité et marketing	(28 641)	(29 065)
Honoraires	(5 699)	(5 446)
Transport	(67 599)	(69 621)
Frais postaux et de télécommunications	(2 380)	(2 837)
Frais de déplacements et de réceptions	(2 207)	(4 972)
Services bancaires	(4 223)	(4 051)
Impôts et taxes	(7 558)	(7 153)
Autres charges externes	(2 787)	(3 197)
TOTAL DES CHARGES EXTERNES	(175 7817)	(175 826)

Les loyers et charges afférentes correspondent aux loyers variables, aux loyers des contrats de location non retraités (courte durée) ainsi qu'aux charges locatives. Les locations résiduelles concernent les contrats mobiliers court terme, pour des biens de faible valeur ou bien des contrats pour lesquels le Groupe n'obtient pas la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation de l'actif.

L'augmentation du poste « Loyers et charges afférentes » s'explique principalement par deux effets contraires :

- une augmentation des charges d'environ (11) millions d'euros des frais de stockage sur les zones portuaires suite à la grève des dockers de Marseille et à l'immobilisation des marchandises durant la période du Covid-19 ; et

- une diminution des loyers suite à la négociation réalisée par le Groupe avec les bailleurs des magasins sur la période de fermeture de 5,2 millions d'euros (application par anticipation de l'amendement IFRS 16 non encore voté par l'Union Européenne).

La diminution des postes « Personnel extérieur », « Transport » et « Frais de déplacement » est liée principalement à la période de confinement et à la fermeture des magasins suite au Covid-19.

Les autres charges externes sont constituées principalement de charges de sous-traitance logistique Modani pour 1,8 million d'euros au 30 juin 2020 (vs 1,9 million d'euros en juin 2019) et d'autres éléments non significatifs individuellement.

Note 9 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Frais de pré-ouverture	(14)	(788)
Plus ou moins-values de cessions ⁽¹⁾	(1 204)	(1 075)
Litiges et pertes d'origine commerciale	(32)	(444)
Loyers et charges afferents ⁽¹⁾	(90)	(24)
Autres produits et charges d'exploitation	(387)	(350)
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	(1 727)	(2 682)

(1) Se rapporte aux magasins repositionnés dans la même zone.

Note 10 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Impacts liés aux fermetures de magasins ⁽¹⁾	(1 564)	(1 169)
Charges de restructuration	(604)	(460)
Autres	-	(1 465)
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	(2 168)	(3 095)

(1) Se rapporte aux magasins fermés ou en cours de fermeture et non repositionnés dans la même zone. L'impact présenté inclut les dotations et reprises comptabilisées suite à la fermeture des magasins.

Note 11 Résultat financier

Les produits et charges financiers s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Intérêts sur crédit à long terme	(343)	(397)
Intérêts sur emprunt obligataire convertible	(2 311)	(2 244)
Intérêts sur emprunts, y compris facilité de crédit renouvelable	(1 141)	(628)
Autres	(2)	5
Coût de l'endettement net	(3 797)	(3 265)
Intérêts sur la dette de location	(6 649)	(6 149)
Gains et pertes de change	1 803	(45)
Commissions	(1 020)	(1 319)
Autres produits et charges financiers	15	(21)
RÉSULTAT FINANCIER	(9 647)	(10 795)

Note 12 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt des filiales, l'activation des déficits générés sur la période, la CVAE ainsi que la charge liée au contrôle fiscal Italien (cf. note 29).

Note 13 Résultat net par action

13.1 Résultat net de base par action

<i>(en milliers d'euros, sauf mention contraire)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires de la société mère	(18 601)	6 222
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, net d'autocontrôle <i>(en milliers)</i>	45 044	44 985
RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTION (EN EUROS)	(0,41)	0,14

Le nombre d'actions ordinaires n'a pas varié au cours du premier semestre 2020. La variation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires provient du retraitement des actions d'autocontrôle dont le nombre a évolué au cours de la période (cf. note 20.2).

13.2 Résultat net dilué par action

Le capital social du Groupe au 30 juin 2020 est composé uniquement des actions ordinaires de Maisons du Monde S.A. et n'a pas varié au cours des exercices 2020 et 2019.

Le résultat net dilué par action tient compte du nombre moyen pondéré d'actions de performance octroyées aux salariés (cf. note 20.3) et des obligations convertibles (cf. note 21.1).

<i>(en milliers d'euros, sauf mention contraire)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat dilué de la période attribuable aux actionnaires de la société mère ⁽¹⁾	(17 145)	7 641
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, net d'autocontrôle <i>(en milliers)</i>	45 044	44 985
Dilution sur actions de performance	248	371
Dilution sur obligations convertibles en actions ⁽²⁾	4 126	4 116
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires retraité, net d'autocontrôle <i>(en milliers)</i>	49 418	49 473
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	(0,35)	0,15

(1) Pour le calcul du résultat par action, le résultat net de la période a été retraité des intérêts sur l'emprunt obligataire convertible.

(2) Actions qui pourraient être créées en cas de conversion de l'intégralité des obligations émises par le Groupe.

Note 14 Dividende par action

Le Conseil d'administration a décidé le 15 avril 2020 de ne plus proposer de versement de dividende lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 12 juin 2020.

2.7 Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire

Note 15 Goodwill

15.1 Goodwill

La Direction évalue la performance de l'entreprise en fonction de la zone géographique. Par conséquent, elle affecte le goodwill au niveau de la zone géographique concernée. Pour le Groupe, les zones géographiques identifiées sont la France et l'International.

Le tableau ci-dessous fournit une synthèse de la répartition du goodwill :

(en milliers d'euros)	France	International	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2019	240 949	127 500	368 449
Acquisitions	5 844	-	5 844
Effets de change	-	909	909
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	246 793	128 409	375 202
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2020	246 793	128 409	375 202
Effets de change	-	155	155
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2020	246 793	128 564	375 357

15.2 Analyse de la situation au 30 juin 2020

La crise sanitaire liée au Covid-19, même si elle ne constitue pas en soi un indice de perte de valeur, a eu des conséquences significatives sur la performance du Groupe au 1^{er} semestre 2020 :

- impact sur les principaux indicateurs d'activité et de rentabilité (CA, Marge, EBIT), lié à la fermeture de l'ensemble des magasins du Groupe pendant près de 2 mois (mi-mars à mi-mai) ;
- abandon ou report dans le temps de certains investissements prévus au budget 2020 (ouvertures de magasins, notamment) ;
- recours massif au chômage partiel ;
- tirage des 2 lignes de crédits renouvelables pour 150 millions d'euros et souscription d'un prêt garanti par l'état (PGE) pour 150 millions d'euros afin de conforter la trésorerie du Groupe.

Cependant, malgré ce contexte difficile de début d'année, la Direction du Groupe Maisons du Monde reste confiante sur la capacité du Groupe à générer de la valeur pour les raisons suivantes :

- le modèle de vente omnicanal du Groupe a permis de contenir au moins partiellement les effets de la crise sanitaire grâce à la croissance soutenue de l'activité Web sur la période ;
- l'activité des magasins, post-réouverture à mi-mai, est bien meilleure qu'anticipée et présente une progression à 2 chiffres à période équivalente de l'exercice antérieur ;
- les ventes Web continuent d'afficher d'excellents résultats même après la réouverture des magasins ;

- un plan d'économies important a été mis en place afin d'atténuer les effets négatifs de la crise sanitaire ;
- la situation de *cash* reste très satisfaisante et s'établit à 137 millions d'euros au 30 juin (hors tirages complémentaires des crédits renouvelables et PGE pour 300 millions d'euros au total).

Au regard des dernières informations à disposition de la Direction, l'impact COVID-19 apparaît comme étant conjoncturel et n'est pas de nature à remettre en cause la dynamique de croissance et de rentabilité à court et moyen terme du Groupe.

Le Groupe a également subi en début d'année les effets de la grève des dockers qui a perturbé les approvisionnements et pesé sur l'activité des premiers mois du 1^{er} semestre 2020.

Par ailleurs, les tests d'*impairment* mis en œuvre au 31 décembre 2019 ont montré que la marge entre la valeur recouvrable et la valeur comptable des actifs était très importante tant pour l'UGT France que pour l'UGT Internationale (marge représentant respectivement 29 % et 72 % des capitaux nets employés).

Fort de ce constat, la Direction de Maisons du Monde considère qu'une estimation prudente des perspectives économiques futures liées au Covid-19 n'est pas de nature à remettre fondamentalement en cause les projections de flux de trésorerie et du *Business Plan* réalisés au niveau des UGT au 31 décembre 2019 et ne nécessitent donc pas de réaliser des tests d'*impairment* complets au 30 juin 2020.

Néanmoins, la Direction de Maisons du Monde a décidé de procéder à une simulation sur la base d'un environnement économique très dégradé, afin de conforter sa position.

Cette simulation a consisté à :

- actualiser les données financières pour 2020 sur la base d'un budget révisé en mai 2020 – avant réouverture des magasins – et ne tenant donc pas compte des excellentes performances enregistrées depuis leur réouverture ;
- reprendre les données du plan ayant servi aux tests du 31 décembre 2019 en y appliquant une année de décalage (réalisations de 2020 reportées à 2021, celles de 2021 à 2022, etc.) revenant à considérer que :
 - aucune ouverture de magasins n'est réalisée sur 2020,
 - l'année 2020 est une année blanche pour la croissance de l'activité,
- actualiser les Wacc France et International au 30 juin 2020 ;
- conserver les taux de croissance long terme retenus au 31 décembre 2019.

Principales hypothèses utilisées pour calculer la valeur d'utilité au 30 juin 2020 :

	Taux d'actualisation (CMPC)	Taux de croissance moyen sur 5 ans	Taux de croissance à l'infini
France	9,8 %	5,0 %	2,0 %
International	10,8 %	12,9 %	1,8 %

15.3 Résultats de la simulation réalisée au 30 juin 2020 et constat de l'absence de pertes de valeur

La simulation effectuée, sur la base du scénario dégradé décrit au paragraphe 15.2, n'a pas mis en évidence de pertes de valeur nécessitant la comptabilisation d'une provision pour dépréciation du *goodwill* ou des autres actifs du Groupe tant sur l'UGT France que sur l'UGT International au 30 juin 2020.

Note 16 Droit d'utilisation et dettes de location

16.1 Droit d'utilisation

Les droits d'utilisation des biens corporels tels que définis en note 2.2 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont les valeurs nettes suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2020	669 963	6 087	4 040	680 090
Nouveaux contrats y compris réévaluation ⁽¹⁾	38 376	-	7 706	46 082
Fin de contrat	(1 399)	-	-	(1 399)
Amortissements	(51 776)	(1 099)	(1 182)	(54 057)
Autres	(2 979)	-	-	(2 979)
Ecart de conversion	492	-	-	492
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30 JUIN 2020	652 677	4 988	10 564	668 229

(1) Dont 21,7 millions d'euros d'augmentation du droit d'utilisation liée à la prise en compte de la décision de l'IFRIC du 16 décembre 2019 qui implique notamment que la durée d'amortissement des agencements des constructions soit cohérente avec la durée retenue pour les contrats de location dans le cadre d'IFRS 16.

16.2 Dettes de location

Les variations de la dette de location se détaillent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Effet sur la trésorerie				Sans effet sur la trésorerie			30 juin 2020
	31 décembre 2019	Augmentation	Diminution	Nouveaux contrats y compris réévaluation ⁽¹⁾	Sorties Contrats	Intérêts	Effet des variations de change	
Dettes de location	666 200	-	(45 427)	46 094	(5 136)	122	534	662 388
TOTAL ENDETTEMENT NET	666 200	-	(45 427)	46 094	(5 136)	122	534	662 388

(1) Dont 21,7 millions d'euros d'augmentation de la dette de location liée à la prise en compte de la décision de l'IFRIC du 16 décembre 2019 qui implique notamment que la durée d'amortissement des agencements des constructions soit cohérente avec la durée retenue pour les contrats de location dans le cadre d'IFRS 16.

Au 30 juin 2020, les échéances de la dette de location s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Échéance au 30 juin 2020			Total
	À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	
Dettes de location	118 077	343 374	200 937	662 388
TOTAL EMPRUNTS	118 077	343 374	200 937	662 388

Au 30 juin 2020, la dette de location porte intérêts sur un taux fixe.

Note 17 Autres actifs financiers non courants

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Titres de sociétés ⁽¹⁾	2 280	2 245
Autres actifs financiers ⁽²⁾	13 514	13 448
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	15 794	15 693

(1) Les titres de sociétés correspondent principalement à des participations dans des Groupements d'Intérêt Économique acquises lors de l'ouverture de magasins pour 2,3 millions d'euros.

(2) Les autres actifs financiers concernent principalement les dépôts et cautionnements versés ou accordés aux bailleurs des magasins, des entrepôts, du siège social et des usines pour 13,5 millions d'euros.

Note 18 Actifs et passifs d'impôts différés

L'analyse des actifs et des passifs d'impôts différés est la suivante :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Impôts différés actifs	5 033	4 581
Impôts différés passifs	(52 989)	(60 319)
TOTAL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS/PASSIFS	(47 956)	(55 738)

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale (entité juridique ou groupe d'intégration fiscale) et que la réglementation fiscale applicable autorise cette compensation pour l'impôt exigible.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des déficits reportables dans la mesure où il est probable que l'avantage fiscal qui leur est associé se réalisera. Compte tenu des prévisions

budgétaires, le Groupe a activé l'intégralité des déficits reportables au niveau de la France.

Ils s'élèvent à 34,1 millions d'euros au 30 juin 2020, contre 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2019. La variation s'explique principalement par l'activation du déficit au niveau de la tête d'intégration fiscale France.

Un plan prévisionnel a été établi afin de démontrer l'utilisation de cet actif d'impôt différé dans un délai raisonnable.

Note 19 Instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés est ventilée comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Contrats de change à terme	19 258	-	16 858	141
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	19 258	-	16 858	141

Tous les contrats sont destinés à couvrir l'acquisition de marchandises en US dollars. Ces instruments financiers dérivés ont une valeur nominale totale de 527,1 millions d'US dollars au 30 juin 2020 contre 537,4 millions d'US dollars au 31 décembre 2019.

Le montant enregistré directement en capitaux propres au 30 juin 2020 s'élève à 7,4 millions d'euros. Il correspond à la valorisation des contrats en cours à la date de clôture, qui sont destinés à couvrir les flux prévisionnels. Le montant comptabilisé au compte de résultat, dans le résultat courant, pour un total de 9,9 millions d'euros correspond à la valeur temporelle de la variation de la juste valeur des instruments de couverture (composante « report/déport »).

Note 20 Capitaux propres

La politique du Groupe consiste à maintenir une assise financière solide afin de garder la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et d'assurer le développement de l'entreprise dans le futur. La Direction assure le suivi du rendement du capital et du niveau de dividendes dont bénéficient les actionnaires.

Le Conseil d'administration a décidé le 15 avril 2020 de ne plus proposer de versement de dividende lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 12 juin 2020.

20.1 Actions

Au 30 juin 2020, le capital social se compose de 45 241 894 actions ordinaires de Maisons du Monde S.A. Sur la base d'une valeur nominale de 3,24 euros par action, le capital social de Maisons du Monde S.A. s'élève ainsi à 146 583 736,56 euros au 30 juin 2020.

20.2 Actions propres

Les actions propres désignent les actions de Maisons du Monde S.A. détenues par le Groupe en vertu d'un contrat de liquidité, dans le respect de la charte de déontologie établie par l'Association française des marchés financiers (charte AMAFI) et approuvée par l'Autorité des marchés financiers, ou bien dans le cadre de plans de rachats affectés aux plans d'actions gratuites de performance.

Au 30 juin 2020, le Groupe détient 96 123 actions propres dans le cadre de ce contrat de liquidité contre 106 024 actions propres au 31 décembre 2019. Le Groupe détient également 219 952 actions propres dans le cadre de plans de rachats affectés aux plans d'actions gratuites de performance.

20.3 Paiements fondés sur des actions

a) Nouveau Plan d'attribution d'actions de performance

La 13^e résolution adoptée par l'Assemblée générale extraordinaire tenue le 19 mai 2017 autorise le Conseil d'administration à attribuer des actions gratuites aux salariés du Groupe, dans la limite de 2 % du capital de la Société sur une période de 38 mois. En vertu de cette autorisation, le Conseil d'administration a adopté le « Plan d'actions gratuites n° 6 » en date du 10 mars 2020, qui prévoit l'attribution de 352 940 actions de performance à 412 salariés en France et à l'étranger.

L'attribution d'actions de performance est soumise aux conditions suivantes :

- une exigence d'emploi continu au sein du Groupe au cours de la période d'acquisition : les actions attribuées à un bénéficiaire ne seront finalement acquises que si ce dernier a été employé au sein de l'une des sociétés du Groupe pendant la période d'acquisition, calculée à compter de la date d'attribution, fixée à 36 mois, soit le 10 mars 2023 ;
- en cas de décès, d'invalidité ou de départ à la retraite, le bénéficiaire conserve ses droits, n'étant plus soumis à l'exigence d'emploi continu ;
- une exigence de performance basée sur le niveau des ventes, de l'EBITDA pour tous les bénéficiaires fixé entre 12 et 24 mois selon l'indicateur ;
- une exigence de performance supplémentaire pour les membres du Comité exécutif, liée au niveau du bénéfice par action.

Les actions attribuées peuvent être des actions émises via une augmentation de capital réalisée par la Société au plus tard à la date d'acquisition définitive ou des actions rachetées par la Société sur le marché avant cette date.

b) Informations sur la juste valeur d'attribution des actions de performance

	Plan n° 4 18 mai 2018	Plan n° 5a 9 mai 2019	Plan n° 5b 24 juin 2019	Plan n° 6 10 mars 2020
Durée du plan	2,59 ans	3 ans	3 ans	3 ans
Juste valeur des actions de performance (en euros)	33,61	15,49	18,35	8,64

Les conditions de performance définies ont été calculées pour le plan n° 4, 5a, 5b et 6.

En lien avec les événements liés au COVID, le nombre d'actions attribuables a été réajusté sur la base des conditions suspensives de performance à réaliser et le plan n° 5 a et b a été repris dans sa totalité.

Sur le premier semestre 2020, un produit de 0,4 million d'euros a été comptabilisé (contre une charge de 1,3 million d'euros en juin 2019), en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, au sein :

- des autres charges opérationnelles pour la quote-part relative à certains cadres qui ont quitté le Groupe ;
- des charges de personnel pour la quote-part relative aux autres salariés (cf. note 7).

c) Information sur l'attribution des stock-options

Sur le premier semestre 2020, dans le cadre des plans d'attribution de stock-options, une charge de 0,3 million d'euros a été comptabilisée au compte de résultat, au sein des charges de personnel (cf. note 7), en contrepartie d'une dette au profit des bénéficiaires.

Note 21 Endettement net et emprunt

21.1 Endettement net

Les variations des emprunts et autres dettes financières se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	Effet sur la trésorerie		Sans effet sur la trésorerie			30 juin 2020	
		Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Frais d'émission	Intérêts		Effet des variations de change
Trésorerie et équivalents de trésorerie	94 489	342 926	-	-	-	-	-	437 415
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE	94 489	342 926	-	-	-	-	-	437 415
Emprunt obligataire convertible	182 075	-	-	-	166	2 146	-	184 387
Ligne de crédit à long terme	49 810	-	(307)	-	58	285	-	49 846
Facilités de crédit renouvelables	(407)	150 000	(321)	-	162	865	-	150 299
Plan garanti par l'état	-	149 647	-	-	-	92	-	149 739
Autres emprunts	904	1 570	(32)	-	-	-	(22)	2 420
Dépôts et cautionnements	790	-	-	-	-	-	-	790
Découverts bancaires	11	97	-	-	-	-	-	108
TOTAL DETTE BRUTE	233 182	301 314	(660)	-	387	3 387	(22)	537 588
TOTAL ENDETTEMENT NET	138 694	(41 612)	(660)	-	387	3 387	(22)	100 174

La ventilation par devise de l'endettement net se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020								Total
	EUR	CHF	GBP	USD	IDR	INR	RMB	VND	
Emprunt obligataire convertible	184 387	-	-	-	-	-	-	-	184 387
Ligne de crédit à long terme	49 846	-	-	-	-	-	-	-	49 846
Facilités de crédit renouvelables	150 299	-	-	-	-	-	-	-	150 299
Plan garanti par l'état	149 739	-	-	-	-	-	-	-	149 739
Autres emprunts	2 420	-	-	-	-	-	-	-	2 420
Dépôts et cautionnements	790	-	-	-	-	-	-	-	790
Découverts bancaires	108	-	-	-	-	-	-	-	108
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(412 241)	(5 709)	(2 668)	(15 187)	(4)	(5)	(52)	(1 549)	(437 415)
TOTAL ENDETTEMENT NET	125 347	(5 709)	(2 668)	(15 187)	(4)	(5)	(52)	(1 549)	100 174

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019								Total
	EUR	CHF	GBP	USD	IDR	INR	RMB	VND	
Emprunt obligataire convertible	182 075	-	-	-	-	-	-	-	182 075
Ligne de crédit à long terme	49 810	-	-	-	-	-	-	-	49 810
Facilités de crédit renouvelables	(407)	-	-	-	-	-	-	-	(407)
Autres emprunts	904	-	-	-	-	-	-	-	904
Dépôts et cautionnements	790	-	-	-	-	-	-	-	790
Découverts bancaires	11	-	-	-	-	-	-	-	11
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(82 880)	(4 077)	(1 198)	(5 764)	(4)	(11)	(121)	(433)	(94 489)
TOTAL ENDETTEMENT NET	150 302	(4 077)	(1 198)	(5 764)	(4)	(11)	(121)	(433)	138 694

a) Emprunt obligataire convertible

Le 6 décembre 2017, Maisons du Monde avait procédé à l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance décembre 2023. Les Obligations portent intérêt à un taux annuel de 0,125 % par an.

Au 30 juin 2020 :

- le solde de l'emprunt obligataire convertible, net de frais, est de 184,4 millions d'euros ;
- le taux d'intérêt effectif s'élève à 2,55 % et la charge financière à 2,1 millions d'euros (effet de la désactualisation de la dette selon la méthode du taux d'intérêt effectif).

Au cours de la période 2020, aucune obligation n'a été convertie ou remboursée.

b) Facilités de crédit senior (« ligne de crédit à long terme » et « RCF ») et facilité de crédit renouvelable additionnelle (« RCF additionnel »)

Les facilités de crédit senior comprennent une ligne de crédit à long terme à hauteur de 50 millions d'euros ainsi qu'une facilité de crédit renouvelable (« RCF ») de 75 millions d'euros (utilisée au 30 juin 2020).

La facilité de crédit renouvelable additionnelle s'élève à 75 millions d'euros (utilisée au 30 juin 2020).

c) Prêt garanti par l'état

Le Groupe a obtenu un prêt à terme de 150 millions conclu dans le cadre du PGE avec un syndicat de six groupes bancaires : Groupe Crédit Agricole, Groupe BPCE, Groupe Société Générale (coordinateurs), Groupe CM-CIC, HSBC et BNP Paribas. Ce prêt d'une maturité d'un an est agrémenté d'une option d'extension pouvant aller jusqu'à cinq ans additionnels (juin 2026).

Le taux s'élève à 0 % pour la première année en revanche le Groupe est soumis à une prime de garantie représentant 0,5 % du prêt. Il a été positionné en dette non courante.

Ce prêt est garanti à hauteur de 90 % par l'État français.

d) Charges financières

Les charges financières correspondantes se répartissent comme suit au 30 juin 2020 :

Charges financières

	Taux d'intérêt	Marge	Frais d'engagement	Frais d'utilisation
Ligne de crédit à long terme	Euribor 6 mois	1,00 %	n/a	n/a
Facilité de crédit renouvelable – montant disponible	n/a	n/a	0,44 %	n/a
Facilité de crédit renouvelable – montant utilisé	<i>Euribor 1, 3 ou 6 mois ⁽¹⁾</i>	1,00 %	n/a	
<i>Moins de 25 M€</i>				0,1 %
<i>De 25 M€ à 50 M€</i>				0,2 %
<i>Plus de 50 M€</i>				0,4 %

(1) La durée Euribor retenue dépend de la période de taux d'intérêt applicable au montant utilisé.

La marge a été révisée à 1 % en date du 28 avril 2020.

Les facilités de crédit renouvelables sont conditionnées au respect d'un ratio de levier d'endettement, qui est le rapport entre l'endettement net total au dernier jour de la période considérée et l'EBITDA consolidé *pro forma IAS 17*.

Le Groupe a négocié avec succès la suspension de son *covenant* financier pour les deux périodes de test restantes (juin 2020 et décembre 2020) de sa facilité de crédit senior de 200 millions d'euros, qui arrive à échéance au deuxième trimestre 2021.

21.2 Échéance des emprunts

Au 30 juin 2020, les échéances des emprunts s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Échéance au 30 juin 2020			Total
	À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	
Emprunt obligataire convertible	-	184 387		184 387
Ligne de crédit à long terme	49 846	-	-	49 846
Facilités de crédit renouvelables	150 299	-	-	150 299
Plan garanti par l'état	-	149 739	-	149 739
Autres emprunts	1 561	590	269	2 420
Dépôts et cautionnements	-	790	-	790
Découverts bancaires	108	-	-	108
TOTAL EMPRUNTS	201 814	335 505	269	537 588

21.3 Taux fixe et taux variable

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Taux variable	200 551	49 874
Taux fixe	337 036	183 307
TOTAL EMPRUNTS	537 588	233 182

Les emprunts à taux variables comprennent la ligne de crédit à long terme, les facilités de crédit renouvelables et les découverts bancaires.

Note 22 Avantages postérieurs à l'emploi

La provision pour avantages postérieurs à l'emploi concerne les régimes de retraite à prestations définies.

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
France	4 009	3 712
Suisse	825	729
Italie	6 745	6 498
ENGAGEMENTS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES	11 579	10 939

Note 23 Provisions

(en milliers d'euros)	Provisions pour litiges commerciaux	Provisions pour litiges avec des salariés	Provisions relatives aux magasins (fermeture et litiges sur baux commerciaux)	Provisions fiscales	Autres	Total
Solde au 1^{er} janvier 2019	13 014	1 300	78	145	1 000	15 537
Provisions supplémentaires	2 005	796	329	35	230	3 395
Reprises de montants non utilisés	(100)	(542)	(3)	(77)	-	(722)
Reprises de montants utilisés	(42)	(575)	(22)	(11)	-	(650)
31 décembre 2019	14 877	978	382	92	1 230	17 559
<i>Dont non courant</i>	12 877	685	48	92	-	13 702
<i>Dont courant</i>	2 000	291	335	-	1 230	3 856
Solde au 1^{er} janvier 2020	14 877	978	382	92	1 230	17 559
Provisions supplémentaires	310	452	48	-	110	919
Reprises de montants non utilisés	-	(69)	(38)	(11)	-	(118)
Reprises de montants utilisés	-	(544)	(131)	-	-	(675)
Ecart de conversion	-	(2)	(2)	-	(2)	(6)
SOLDE AU 30 JUIN 2020	15 187	815	259	81	1 338	17 680
<i>Dont non courant</i>	13 187	722	45	81	-	14 034
<i>Dont courant</i>	2 000	93	214	-	1 340	3 646

Note 24 Autres passifs non courants

Les « Autres passifs non courants » correspondent essentiellement à la dette correspondant aux options de vente détenues par les minoritaires de Modani et Rhinov pour 22,2 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 22,1 millions d'euros

au 31 décembre 2019 pour les minoritaires de Modani). Cette dette est mesurée à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option.

La variation de la juste valeur de la dette est constatée en contrepartie des capitaux propres du Groupe.

Note 25 Instruments financiers

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est principalement exposé au risque de taux de change, au risque de liquidité et au risque de crédit. Les politiques générales du Groupe en matière de gestion des risques se concentrent sur le caractère non prévisible des marchés financiers et s'efforcent de minimiser les effets potentiellement négatifs sur la performance financière du Groupe.

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition au risque de taux de change. Au cas particulier, le Groupe ne conclut que des transactions portant sur des instruments dérivés en lien avec les actifs et passifs opérationnels et/ou financiers ou les transactions futures prévues. Le Groupe ne s'engage pas dans des opérations spéculatives sans actif ou passif sous-jacent.

La gestion des risques est assurée par le service trésorerie et par le Directeur financier du Groupe, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

exposer le Groupe à un risque de liquidité en cas de remboursement anticipé ou s'ils sont de courte durée.

Afin de gérer son risque de liquidité, le Groupe contracte avec différents établissements bancaires des lignes de crédit renouvelable ou des facilités bancaires sur la base d'un montant et d'une durée appropriés afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour répondre à ses engagements.

Le Prêt Garanti par l'État négocié par le Groupe, ainsi que la suspension du *covenant* bancaire conjugués à la poursuite du plan de protection de la trésorerie et de maîtrise des coûts améliore la liquidité du Groupe et permet donc de gagner en marge de manœuvre afin de pouvoir faire face même aux scénarios les plus négatifs concernant l'évolution du Covid-19 dans les prochains mois.

Le montant total des facilités de crédit utilisées au 30 juin 2020 s'élève à 150 millions d'euros, contre 150 millions d'euros non utilisées au 31 décembre 2019.

Maisons du Monde France a contracté diverses facilités de crédit (pour un montant global de 10 millions d'euros) auprès d'Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, de Banque Palatine, de Banque Populaire, de BNP Paribas, de CIC Ouest, du Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, de Natixis et de la Société Générale.

25.1 Facteurs de risques financiers

Risques de liquidité

Les passifs financiers se composent essentiellement des emprunts et des dettes fournisseurs et autres dettes. Ces passifs peuvent

Les tableaux ci-dessous analysent les passifs financiers du Groupe en fonction de leurs échéances contractuelles :

(en milliers d'euros)	Flux de trésorerie contractuels au 30 juin 2020				
	Valeur comptable	Total	Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Ligne de crédit à long terme	50 000	50 000	50 000	-	-
Intérêts sur la ligne de crédit à long terme	32	458	458	-	-
Frais d'émission relatifs à la ligne de crédit à long terme	(185)	-	-	-	-
Emprunt obligataire convertible ⁽¹⁾	175 366	200 000	-	200 000	-
Plan garanti par l'état	149 739	150 750	750	150 000	-
Intérêts sur emprunt obligataire convertible	10 268	1 000	250	750	-
Frais d'émissions relatifs à l'emprunt obligataire convertible	(1 247)	-	-	-	-
RCF	151 147	150 000	150 000	-	-
Intérêts sur le RCF ⁽¹⁾	(549)	1 856	1 856	-	-
Frais d'émission relatif au RCF	(298)	-	-	-	-
Autres emprunts	2 420	2 420	1 561	590	269
Dépôts	790	790	-	-	790
Découverts bancaires	108	108	108	-	-
Total Emprunts	537 588	557 382	204 983	351 340	1 059
Autres passifs non courants	23 516	23 516	-	23 516	-
Dettes fournisseurs et autres dettes	319 293	319 293	319 293	-	-
TOTAL AUTRES PASSIFS	342 809	342 809	319 293	23 516	-

(1) Les flux de trésorerie contractuels pour les intérêts de la ligne de crédit à long terme et des facilités de crédit renouvelables reposent sur l'hypothèse suivante : un taux de 1 % correspondant au taux contractuel minimum pour les périodes présentées en fonction du levier d'endettement prévisionnel (voir note 21.1).

Flux de trésorerie contractuels au 31 décembre 2019

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Total	Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Ligne de crédit à long terme	50 000	50 000		50 000	-
Intérêts sur la ligne de crédit à long terme	54	1 510	625	885	-
Frais d'émission relatifs à la ligne de crédit à long terme	(244)	-	-	-	-
Emprunt obligataire convertible ⁽¹⁾	175 366	200 000	-	200 000	-
Intérêts sur emprunt obligataire convertible	8 122	1 000	250	750	
Frais d'émissions relatifs à l'emprunt obligataire convertible	(1 413)	-	-	-	-
RCF	-	-	-	-	-
Intérêts sur le RCF ⁽¹⁾	54	1 586	656	930	-
Frais d'émission relatif au RCF	(461)	-	-	-	-
Autres emprunts	904	904	205	684	15
Dépôts	790	790	-	-	790
Découverts bancaires	11	11	11	-	-
Total Emprunts	233 182	255 800	1 747	253 249	805
Autres passifs non courants	23 149	23 149	-	23 149	-
Dettes fournisseurs et autres dettes	232 772	232 772	232 772	-	-
TOTAL AUTRES PASSIFS	255 922	255 922	232 772	23 149	-

(1) Les flux de trésorerie contractuels pour les intérêts de la ligne de crédit à long terme et des facilités de crédit renouvelables reposent sur l'hypothèse suivante : un taux de 1,25 % correspondant au taux contractuel minimum pour les périodes présentées en fonction du levier d'endettement prévisionnel.

2.8 Informations complémentaires

Note 26 Engagements hors bilan et passifs éventuels

Les engagements hors bilan sont présentés à la note 35 des Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Il n'y a pas eu d'évolution significative des engagements hors bilan entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020.

En revanche, le passif éventuel identifié au 31 décembre 2019 sur le contrôle fiscal Italien s'est traduit par la comptabilisation d'une charge d'impôt sur le premier semestre 2020 (cf. note 29).

Note 27 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont présentées en note 36 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Il n'y a pas eu de modification significative des transactions avec les parties liées entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020.

Note 28 Périmètre de consolidation

Le tableau ci-dessous liste les filiales du Groupe et montre la participation détenue par Maisons du Monde S.A. dans chaque entité au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2020, il n'y a pas eu d'évolution du périmètre de consolidation par rapport au 31 décembre 2019. 40 sociétés ont été consolidées par intégration globale.

Filiale	Activité	Pays d'origine	Méthode de consolidation	30 juin 2020		31 décembre 2019	
				Contr. (en %)	Part. (en %)	Contr. (en %)	Part. (en %)
Maisons du Monde S.A.	Holding – Entité mère	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde France	Magasins de meubles et de décoration/ Principal acheteur	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maison du Monde Belgique	Magasins de meubles et de décoration	Belgique	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maison du Monde Espagne	Magasins de meubles et de décoration	Espagne	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maison du Monde Italie	Magasins de meubles et de décoration	Italie	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Luxembourg	Magasins de meubles et de décoration	Luxembourg	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maison du Monde Allemagne	Magasins de meubles et de décoration	Allemagne	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maison du Monde Suisse	Magasins de meubles et de décoration	Suisse	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Portugal	Magasins de meubles et de décoration	Portugal	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
MDM Furniture & Decoration	Magasins de meubles et de décoration	Royaume-Uni	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distrimag	Logistique entrepôts et préparation des commandes	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distri-traction	Traction des conteneurs du port vers les entrepôts	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Mekong Furniture	Usine de fabrication de meubles	Vietnam	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Savane Vision (Rhinov)	Activité spécialisée de design	France	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
International MDM	Entité inactive	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
International MGL	Entité inactive	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde USA	Holding	États-Unis	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Modani Holdings LLC	Holding et fonctions support	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Atlanta LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Boca Raton LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Brickell LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Chicago LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Dallas LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Doral LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Frisco LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Fort Lauderdale LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani King of Prussia LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %

Filiale	Activité	Pays d'origine	Méthode de consolidation	30 juin 2020		31 décembre 2019	
				Contr. (en %)	Part. (en %)	Contr. (en %)	Part. (en %)
Modani Paramus LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Houston LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Los Angeles LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Miami LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani New York Midtown LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani OC LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani San Diego LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Tampa LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani West Palm Beach LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Urbanmod LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Garden City LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Naples LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Denvers LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Jacksonville LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Las Vegas LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Oak Brook LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Modani Pinecrest LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Maisons du Monde Aventura LLC	Showroom et ventes de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
SNS Imports LLC	Imports sur le territoire américain	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Maisons du Monde Holdings LLC	Holding	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %
Maisons du Monde Wynwood LLC	Magasins de meubles et de décoration	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	100 %	70 %

Note 29 Événements postérieurs

Contrôle fiscal Italien

Une procédure de vérification de la comptabilité de la société MDM Italia SPA a été réalisée à partir de juillet 2019 concernant les exercices clos les 31 décembre 2014, 2015 et 2016.

Le 24 octobre 2019, l'administration fiscale italienne a émis un procès-verbal de Constatation contestant la déductibilité des frais de logistiques et les loyers facturés par MDM France S.A.S. à sa filiale italienne au titre des exercices 2015 et 2016, suivie le 20 décembre 2019 par une notification de redressement relative à l'exercice 2014, rejetant également la déductibilité des frais de logistiques et les loyers facturés par MDM France S.A.S. au titre de l'exercice 2014.

Les conséquences financières des redressements prononcés au titre de l'exercice 2014 et estimés au titre des exercices 2015 et 2016 étaient de plus de 8 millions d'euros au titre de l'impôt, complétés par des intérêts et pénalités compris en 8,5 millions d'euros et 13,7 millions d'euros.

Dans le cadre de ses échanges avec l'administration fiscale italienne, la société MDM Italia SPA a obtenu une proposition d'accord en date du 13 juillet 2020 consistant à considérer comme déductibles une partie des coûts de logistique et de loyers facturés par MDM France S.A.S. La conséquence financière de cet accord sur les exercices soumis à contrôle, incluant les intérêts de retard ainsi que les pénalités réduites à 30 %, correspond à un coût définitif de 4,8 millions d'euros au titre des trois exercices concernées.

L'accord a été signé avec l'administration fiscale italienne le 17 juillet 2020 pour l'exercice 2014, et le 21 juillet 2020 pour les exercices 2015 et 2016 qui a permis de réduire très fortement les pénalités maximales de 180 % encourues dans le cadre du contrôle.

Cet événement intervenu après la clôture était intégralement comptabilisé au 30 juin 2020.

Il n'y a pas d'autres événements significatifs intervenus après la clôture.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société MAISONS DU MONDE SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration le 27 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Comme indiqué dans les notes 1 et 2.2 de l'annexe, la société a appliqué l'amendement à la norme IFRS 16 – Contrats de location publié par l'IASB le 28 mai 2020 et a comptabilisé en résultat un produit de 5,2 millions d'euros pour des concessions de loyers accordées par les bailleurs avant le 30 juin 2020. Toutefois, à la date d'établissement des comptes semestriels consolidés condensés, cet amendement n'avait pas encore été adopté par l'Union européenne et ne pouvait donc pas être appliqué au 30 juin 2020.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 27 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Conclusion sur les comptes », nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Nantes et Saint-Herblain, le 30 juillet 2020

Les commissaires aux comptes,

KPMG Audit
Département de KPMG SA
Gwénaél CHEDALEUX

Deloitte & Associés
Alexis LEVASSEUR

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

2

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2020 ont été établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société et de l'ensemble des sociétés qui entrent dans son périmètre de consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente une image fidèle des événements significatifs survenus au cours des six premiers mois de l'exercice, de leur impact sur les états financiers, et des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 30 juillet 2020
Julie Walbaum
Directrice générale



Société anonyme
à Conseil d'administration
au capital de 146 583 736,56 €
793 906 728 RCS Nantes
Le Portereau - 44120 Vertou
France
Tél. : +33 (0)2 51 71 17 17